

Le Premier Ministre

Paris, le 20 SEP. 2013

2321/13 SG

Monsieur le Député,

Comme vous le savez, le redressement de notre économie, au service de l'emploi, constitue une priorité majeure de mon gouvernement. Il implique de favoriser l'esprit d'initiative et de soutenir, de façon équitable et en veillant à la protection des travailleurs et des consommateurs, tous ceux qui prennent des risques au quotidien pour créer de l'activité.

Les 3,4 millions de très petites entreprises de moins de 10 salariés, dont 2,4 millions d'entreprises individuelles, constituent un maillage territorial entrepreneurial de proximité qui transmet les savoir-faire, forme nos apprentis et constitue autant de potentiel d'innovation, de croissance et d'opportunité de développement de l'emploi.

Avec le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, dans le cadre des Assises de l'entrepreneuriat, ainsi qu'à travers le « choc de simplification », le Gouvernement a engagé plusieurs chantiers d'amélioration de l'environnement des entreprises. La finalité commune de ces chantiers est d'apporter un soutien concret à tous les entrepreneurs.

Le projet de loi sur l'artisanat, le commerce et les très petites entreprises, présenté en conseil des ministres le 21 août par la ministre de l'artisanat, du commerce, et du tourisme entend contribuer à cet objectif. Il comporte notamment des dispositions d'adaptation du régime de l'auto-entrepreneur. Ce régime, qui bénéficie à près de 900 000 Français, et qui contribue utilement à la création d'activités et d'emplois, sera préservé et amélioré pour qu'il joue effectivement son rôle initiateur en matière de création d'entreprises pérennes, tout en corrigeant ses effets dommageables, en particulier le salariat déguisé. Des ajustements sont également apportés dans le cadre de ce texte au régime de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL).

Au-delà, c'est l'ensemble de la dynamique entrepreneuriale que le Gouvernement souhaite rendre plus fluide en créant un véritable parcours de l'entrepreneur, en encourageant la simplification et l'accès à l'entrepreneuriat pour l'ensemble des entreprises individuelles et des très petites entreprises (TPE).

Monsieur Laurent GRANDGUILLAUME
Député
Assemblée nationale
126 Rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

C'est le sens de la mission que j'ai décidé de vous confier. Dans le cadre de cette mission, que vous conduirez dans un esprit de « co-construction », en association étroite avec l'ensemble des acteurs concernés, vous formulerez des recommandations en vue de simplifier et d'harmoniser le cadre juridique, social et fiscal de l'entrepreneuriat.

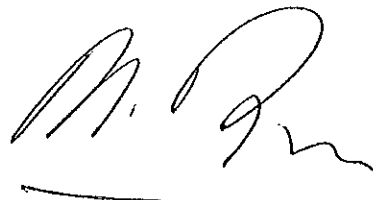
Vos propositions viseront en particulier à favoriser le développement pérenne des entreprises individuelles et des TPE, par la réduction des charges administratives, la simplification des régimes d'impositions fiscale et sociale, ainsi que par la simplification des régimes juridiques applicables. Vous pourrez notamment proposer les méthodes et les mécanismes permettant que la réglementation prenne systématiquement en compte la situation particulière des entreprises individuelles et des très petites entreprises, et soit conçue en vue de faciliter la création d'entreprises et l'entrepreneuriat.

Ces recommandations, que je souhaite ambitieuses et innovantes, devront naturellement tenir compte de notre engagement de redressement des finances publiques.

Un décret vous nommera, en application de l'article L.O. 144 du code électoral en mission auprès de Mme Sylvia PINEL, ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme et de Mme Fleur PELLERIN, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique. Vous conduirez cette mission en lien avec les ministères concernés, en particulier le ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme et celui des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, qui mettront à votre disposition les ressources nécessaires, ainsi que le ministère de l'économie et des finances, le ministère du budget, le ministère des affaires sociales et de la santé, le ministère de la justice, le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Vous bénéficierez, pour cette mission, de l'appui du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique et de la directrice, chargée de la simplification auprès du secrétaire général du Gouvernement.

Vous me remettrez vos propositions et recommandations avant la fin de l'année. Un point d'étape sera réalisé au 15 novembre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Député, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Jean-Marc AYRAULT